

L'INSTITUT A CINQ ANS DÉJÀ!

UNE ENTREVUE-DISCUSSION



BISSONNETTE : Geoffrey, peut-être voudriez-vous commencer par une synthèse personnelle de ce que vous pensez après ces années passées à l'Institut.

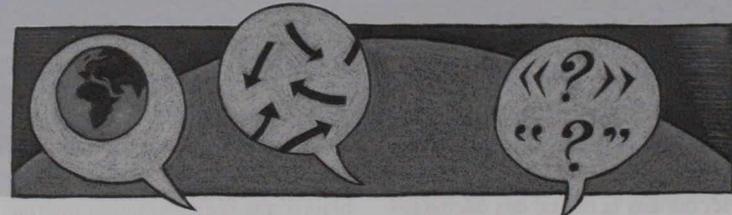
PEARSON : Dans l'avenir, nous allons devoir essayer de décider s'il nous faut choisir plus soigneusement nos tâches, et comment il convient de procéder, en particulier, pour étudier à la fois les questions nationales et internationales... La signification du mot «sécurité» est aujourd'hui tellement vague qu'elle peut englober presque n'importe quoi. Hier, devant les Nations-Unies, le premier ministre a parlé surtout de la pauvreté et de l'environnement, et il a évoqué la nécessité de créer un nouveau centre d'études sur l'environnement. Et bien, qui sait, dans cinq ans d'ici, il existera peut-être une dizaine d'instituts canadiens qui se pencheront plus expressément sur divers aspects de la sécurité internationale. Que ferons-nous alors ? L'ICPSI sera-t-il obligé de se concentrer sur les définitions plus traditionnelles de la sécurité, sur des questions militaires principalement, et de laisser les autres volets de la sécurité à des organismes plus spécialisés ? J'espère que non.

COX : À votre avis, l'Institut doit-il s'en tenir à ce à quoi ses créateurs le destinaient ?

PEARSON : Selon moi, le texte de la Loi portant création de l'Institut a une connotation assez vaste qui peut désigner ou justifier tout ce que nous pourrions vouloir faire. Dans l'expression «solution des conflits», par exemple, on peut très bien entendre par ce dernier mot les conflits découlant de problèmes environnementaux ou de la pauvreté, ou tout autre dilemme conduisant à la guerre. Je ne pense donc pas que la Loi soit restrictive. C'est plutôt la

En juin 1984, la Chambre des communes a adopté à l'unanimité le projet de loi C-32, qui créait l'Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales (ICPSI). Depuis, quelles ont été les réalisations de ce dernier ? Le fait qu'il soit situé à Ottawa nuit-il à l'Institut ? Est-ce un organisme trop anglophone ? Comment l'ICPSI adaptera-t-il son mandat à un monde où s'opèrent des changements rapides ?

Pour réfléchir à ces questions et à d'autres encore, le magazine *Paix et Sécurité* a invité trois personnes ayant divers rapports avec l'Institut à participer à une discussion à bâtons rompus le 30 septembre dernier. C'était **Lise Bissonnette**, journaliste et membre du conseil d'administration de l'ICPSI depuis 1986; **David Cox**, membre du département des Études politiques à l'Université Queen's et ancien directeur de la Recherche à l'Institut; et **Geoffrey Pearson**, directeur général sortant de l'ICPSI et ancien ambassadeur du Canada en URSS.



nature du processus de sélection de nos activités qui l'est, vu les diverses voies possibles.

BISSONNETTE : Pour ce qui est de la place de l'Institut sur la scène internationale (je vais faire de la provocation ici), j'ai toujours l'impression que l'on est tout simplement en train d'essayer de se positionner dans l'univers international des grandes conférences. Pour être là, on fait de la recherche sur n'importe quoi, comme vous dites : le Moyen-Orient ici, l'Asie du Sud-Est là, puisqu'il s'agit d'être invité un jour à Moscou, le lendemain à Stockholm, le surlendemain à Washington, après au Pakistan. Je pense que c'est déjà fait, c'est déjà gagné, on connaît l'Institut, j'imagine, à travers le monde. Mais il n'y a pas de – je vais même employer un mot québécois – «spécificité» canadienne pour l'Institut sur la scène internationale, et c'est cela que

j'aimerais voir se développer. Sur quels sujets devrait-on travailler ? Effectivement, est-ce que, parce que le Canada est spécialiste en vérification, l'Institut doit faire des recherches du côté de la vérification ?

PEARSON : Je n'ai pas encore décidé personnellement quelle était la meilleure voie à suivre. L'Institut a aussi pour mandat d'éduquer, et d'éduquer principalement la population canadienne, et non les Suédois, les Norvégiens ou les Palestiniens. Et c'est pourquoi il se préoccupe des intérêts des Canadiens et Canadiennes. Peu importe qu'ils veulent en savoir davantage sur les missiles de croisière ou sur la conjoncture namibienne, ce sont deux questions qui intéressent le Canada. On peut donc faire valoir le bien-fondé de la politique du coup par coup. Il nous incombe, à mon avis, de décider si nous voulons continuer dans cette voie et travailler en fonction des intérêts de la population, ou si nous voulons nous concentrer sur des thèmes particuliers, comme d'autres instituts l'ont fait, ce qui leur a valu leur réputation.

L'IISS (*International Institute for Strategic Studies*), à Londres, est connu pour l'orientation Est-Ouest de ses études, et c'est par elles qu'il a acquis une réputation mondiale. Les Soviétiques me citaient des chiffres de l'IISS quand je leur posais des questions sur leurs armements. Est-ce que le jour viendra où l'on citera les points de vue de l'ICPSI ? Voulons-nous entreprendre un projet quelconque qui servirait à nous identifier à l'échelle internationale ? Je ne le crois pas, car, je le répète, l'Institut est tourné vers la population canadienne.

BISSONNETTE : Oui, mais si cela est vrai, Geoffrey, comment justifiez-vous alors toutes les activités internationales de l'Institut ?

PEARSON : Et bien, on nous invite à des conférences, parce que le Canada est respecté et, en ce sens, nous sommes, si l'on peut dire, l'expression de la politique extérieure de notre pays. M. Clark assiste à toutes sortes de réunions auxquelles il préférerait sans doute ne pas aller. ... Le Canada entretient des relations politiques avec au moins la moitié des pays du monde, par l'entremise du Commonwealth, de la Francophonie, et d'autres tribunes. L'Institut est plus ou moins dans la même situation, et c'est pourquoi il est sans doute inévitable, à mon avis, qu'il doive assister à bon nombre de ces réunions internationales. Nous pouvons y aller, en rapporter des connaissances et les digérer de manière à les rendre accessibles aux journalistes canadiens et aux personnes qui, dans notre pays, s'intéressent à ces questions. Mais nous ne sommes pas tenus de les étudier toutes.

COX : Est-ce que la réponse n'est pas que l'Institut peut faire les deux ? Il prend en compte, avec tous